



Compte-rendu CHSCT des 21 et 23 septembre 2022

Compte-Rendu du CHSCT du mercredi 21 septembre 2022

« Anticiper : un gros mot pour nos Administrations ! »

→ Point d'Information sur les travaux de Cambrai

Dans la série « anticiper est un gros mot », la DRFiP s'est encore illustrée. Alors qu'une présentation est nécessaire et obligatoire, puisque désamiantage en cours, ce point a été mis à l'ordre du jour suite aux indications de l'Inspecteur Santé et Sécurité au Travail, pas même par la DRFiP avec retard...

Pour l'ISST, les travaux sont menés correctement par une société en capacité de travailler en toute sécurité, au moins sur le papier.



Les agents n'ont pas été informés de la tenue des travaux. Les nuisances sonores ont été prégnantes pour le SIE. Comme en juillet, au moment de la canicule, il a été très difficile de procéder à l'aération des bureaux étant donné que les ouvriers commençaient très tôt.

L'aménagement en télétravail pourra être envisagé en fonction des nuisances prévisibles. Des autorisations d'absences pour les non-télétravailleurs seront demandées si nécessaire. Pas d'opposition complète de la DRFiP.

→ Réponse de la DRFiP au rapport d'enquête SIP de Lille Ouest

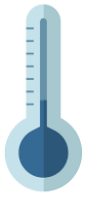
Force a été de constater par les représentants de Solidaires Finances que la DRFiP minimise et veut passer à autre chose. Après avoir constaté avec regret et, presque, consternation, que le sujet a déjà été abordé trois fois ; les représentants de l'Administration n'ont fait montre d'aucune empathie ni d'auto-critique :

- Si les vacances d'emplois ne sont pas comblées, c'est parce que le site n'est pas demandé.
- Si les agents ne s'en sortent pas, les nouveaux horaires d'accueil physique et téléphonique (8h30-12h30) dégageront du temps et une marge de manœuvre.
- Les rapports en leur possession seraient bien plus nuancés que les propos tenus par les organisations syndicales.

L'enquête du CHSCT est bafouée par la DRFiP qui décide de ne pas répondre à nos interrogations et nos propositions d'amélioration.

Solidaires Finances a donc demandé à nouveau qu'un point soit fait au prochain CHSCT afin d'obtenir, enfin, de réelles réponses !

→ Prévisions d'action pour le maintien d'une température adaptée à de bonnes conditions de travail en période hivernale



La Première Ministre a adressé à l'ensemble de ses ministres une circulaire les enjoignant de demander aux administrations, dont ils ont la tutelle, qu'elles soient exemplaires en matière de sobriété énergétique. La circulaire demande de réduire leur consommation d'énergie et leur dépendance aux énergies fossiles. Ainsi, le chauffage ne pourra être activé que lorsque la température des bureaux sera inférieure à 19°C .

Les représentants de Solidaires Finances ont insisté sur le fait que la température, tout de même basse pour un travail sédentaire, devait être mesurée dans les bureaux les plus froids, et pas dans les mieux exposés, ou à la « sortie de chaudière ».

D'autre part, alors que nous réclamons, depuis des années, que des travaux d'isolation d'ampleur sur nos sites soient réalisés, il aura fallu que le gouvernement menace de coupures électriques pour que soit pris en compte l'état déplorable de nos passoires thermiques...

→ Visite CHSCT du Service de Publicité Foncière

Le CHSCT, suite à sa demande, a effectué une visite du SPF de Lille. Le médecin de prévention a évoqué, à cette occasion, son ressenti suite à la visite en consultation individuelle de nombreux agents. Il a constaté que les suppressions d'emplois ainsi que les vacances de postes ont mis à mal le service dès sa création. Plusieurs éléments accentuent la souffrance au travail des agents : la priorité donnée à la quantité par rapport à la qualité, le peu d'encadrement des jeunes agents, la gestion des congés rigides, le tableau de suivi relevant de l'infantilisation, la distribution du télétravail la veille pour le lendemain s'apparentant à la distribution de bons points...

Suite à l'enquête du CHSCT, la DRFiP 59 a deux mois pour répondre aux propos de celle-ci, pas à ceux du médecin, et pas en indiquant uniquement que deux EDR ont été affectés sur le trimestre.

→ Analyse des Causes des Accidents lors des formations TPCI (Douanes - Technique Professionnelle de Contrôle et d'Intervention)

Les interventions des douaniers sont par nature risquées, tout particulièrement lors des contrôles. Les formations TPCI les apprennent à réagir avec professionnalisme aux agressions. Pour ce faire, il existe 4 niveaux :

- savoir se déplacer autour des véhicules, des personnes
- contrôler les personnes
- bloquer les coups avec le bâton de défense
- usage du HK (depuis les attentats du Bataclan).

Chaque agent bénéficie d'une formation initiale de niveau 1, puis de 2h par mois de formation TPCI (niveau 2 à 4), soit 24 h/an. Des séances de recyclage, bâton de défense (niveau 2) et HK (niveau 4), les mettant en situation de danger, sont aussi proposées.

L'idée est de gérer les situations en évitant au maximum l'engagement physique et en restant dans la défense. La gestion du conflit est primordiale, la priorité étant de sécuriser l'agent.

Suite aux attentats parisiens, un gilet pare-balle et mitrailleuse HK s'ajoutent à l'équipement normal, portant le poids total à 15kg. Un niveau supérieur de préparation physique est nécessaire. Il faudrait un entraînement deux à trois fois par semaine. Ce manque d'entraînement explique l'accidentologie. Ces formations sont physiquement très intenses.

Il importe de disposer de locaux équipés correctement, ce qui n'est à priori pas le cas sur le dunkerquois. Une enquête par salle de formation est demandée. Peu de sites bénéficient de dojo ou autre lieu équipé. Il faudrait encourager les possibilités de travailler avec les SDIS (pompiers) qui disposent de salles de sport.

L'alimentation est un sujet dont les formateurs se préoccupent mais cela n'est hélas pas généralisé. Le rythme de travail empêche d'avoir des horaires réguliers pour les repas, ce qui est pourtant conseillé par les médecins.

L'amélioration de l'échauffement en début d'entraînement et la pratique régulière d'activités sportives sont donc les options de préventions principales à promouvoir.

Solidaires Finances s'inquiète de la récurrence de ce sujet sans avancée efficace. On sait que 95 % des accidents, lors de ces formations, sont imputables au manque d'échauffement et à la condition physique.

Pour éviter les accidents, les représentant de Solidaires Finances ont exigé que soit remontée, la Direction des Douanes, la nécessité de séances de sport sur le temps de travail.

Questions Diverses

Nouvelle cité administratif :

Solidaires Finances a interpellé la DRFiP mais également la Préfecture sur le revêtement choisi pour la nouvelle cité. En effet, nous avons appris que de la moquette était choisie pour tous les bureaux. Pourtant, ça fait des années que nous demandons de ne plus installer ce type de revêtement pour des questions d'hygiène, celle-ci n'étant nettoyée qu'une fois par an au mieux, mais aussi pour des raisons d'allergies de certains collègues. D'autant plus que pour l'acoustique des locaux, la moquette n'est pas meilleure qu'une sous-couche. La DRFiP a indiqué se renseigner auprès du prestataire.

Solidaires Finances a demandé la communication le plus en amont possible des modalités de transport pour se rendre à la nouvelle cité pour que les agents décident, au plus vite, s'ils souhaitent rejoindre la cité ou demander leur mutation. Une négociation entre Ilevia et la Direction serait en cours pour étudier les tarifs des salariés arrivant à la gare, sans métro à disposition.

La DRFiP a accepté notre demande.

Travaux accueil de Dunkerque :

Solidaires Finances a souhaité connaître la date de réalisation des travaux de l'accueil de Dunkerque. La Direction nous avait annoncé une date de début, après campagne, mais depuis plus aucune information.

La DRFiP a indiqué que les travaux ne commenceront pas avant 2023 par manque de budget.

Solidaires Finances reste à votre écoute pour toute question ou renseignement.

Solidaires Finances 59
Cité Administrative - 9e étage – 175 Rue Gustave Delory – 59000 LILLE
Tél: 03 20 95 63 90

solidairesfinancespubliques.drrip59@dgrip.finances.gouv.fr

solidairesfinancespubliques59@gmail.com

Sur Facebook : solidaires finances publiques 59